

Liège; Horion, bourgeois de Visé; Remon, conseiller communal à Beyne; Hodeghe, notaire, Grévenne; Larmoyeux de Moreau, Cartier, échevin à Herstal; Houet, avocat; Goret, instituteur chef, à Keppene; notaire, à Liège.

Le Cercle médical de l'arrondissement de Liège vient de faire parvenir à M. le ministre de l'Intérieur une protestation contre le projet attribué à ce département de vouloir appeler à la chaire de pathologie chirurgicale de l'université de cette ville un docteur étranger au pays.

On nous écrit de Liège, 1^{er} décembre :

« Mardi dernier on a inhumé au cimetière de Robertmont, sans appareil et sans discours, comme il convenait, aurait-il semblé, à sa modestie condition, le sieur Henri Soeur, gardien de salle, à la station des Guillemines. Cet humble citoyen avait eu cependant ses jours de gloire : en 1830 il fut le héros d'un épisode intéressant dont le souvenir a été consacré par des gravures dont on voit encore des exemplaires dans plusieurs maisons de Maestricht où cet épisode se produisit.

« Avant l'affaire d'Oreye, à laquelle Henri Soeur prit une part active, celui-ci avait vu se réfugier dans un bâtiment de ferme un adjudant et douze soldats hollandais, courtisés par le y enlèvement et ensuite, avec l'aide de quelques compagnons réunis à la hâte, il captura la petite troupe et la fit prisonnière.

« Si ce coup d'éclat mérita plus tard une décoration à celui qui l'avait accompli, elle lui valut tout de suite, l'affaire, ayant été ébruitée, d'être recherché par les Hollandais qui réussirent à le prendre et à le faire prisonnier à son tour. Conduit à Maestricht, il fut condamné, après une instruction sommaire, à être passé par les armes, à moins que les Belges ne consentissent à le laisser partir sur sa rançon, les treize prisonniers qu'il avait faits.

« Cette offre n'ayant pas été acceptée promptement, le brave Soeur fut livré au peloton d'exécution. Cependant nos frères de Hollande, qui se connaissent en courage, appréciant notre concitoyen à sa valeur, lui offrirent sa grâce à la seule condition de crier « Vive la Hollande. » A cette proposition Soeur, sans hésiter, répondit : « Vive la Belgique. »

« C'en était donc fait de lui et déjà l'on chargeait les armes qui devaient le frapper, lorsque arrive sur le lieu, au grand galop de son cheval et bride abattue, un général qui vient suspendre l'exécution et remettre en liberté, en lui accordant une somme de 10 florins pour ses frais de voyage, le brave Soeur, pour la délivrance duquel ses compatriotes avaient consenti à restituer l'adjudant et les douze soldats pris par lui.

« Le général, apprenant que Soeur avait refusé sa grâce à la simple condition de crier : « Vive la Hollande, lui... en adressa de chaleureuses félicitations.

« Un grand nombre de l'exécution furent transportés de son dévouement et le portrait du brave Liégeois devint un article de commerce du plus facile écoulement.

« On lit dans la Meuse, de Liège, sous la date du 3 :

« Nous avons été hier dans l'après-midi visiter la vallée de la Meuse, entre Liège et Maestricht. Les eaux ont atteint une effrayante hauteur. Le chemin de fer est entouré par les flots et on voit les trains flotter sur le milieu de l'inondation. Toutes les campagnes sont couvertes d'eau et foule de maisons et de fermes ne forment que des îlots au milieu d'un immense marais. C'est un navrant spectacle. Ça et là, à travers les arbres des prairies et les allées des champs, on voit des barques montées par des hommes courageux, portant des secours aux inondés. Plusieurs maisons ont dû être abandonnées. Des fabriques à Jupille, sont arrêtées, l'eau ayant monté jusqu'au fourneau des machines. Du haut des montagnes qui dominent le val, on n'aperçoit qu'une immense d'eau. La crue de cette année est, avec celle de 1862, une des plus fortes qu'il ait eues depuis 1830. On n'en a jamais vu de pareille en ville, où les travaux de la dérivation ont éloigné toute crainte de sinistre; mais ceux qui ont parcouru la vallée peuvent aisément se rendre compte des désastres que cette inondation aura répandus dans notre province. Namur, Huy et Maestricht subissent les rigueurs de cette catastrophe. Les environs de Paris sont sous l'eau, la Seine s'étant élevée également à une grande hauteur. Il est temps que les pluies cessent. Bien des pauvres gens auront subi des pertes par suite de cette aquilone catastrophe.

« On nous écrit de Serainx : « L'inondation y fait également de grands ravages. Plusieurs usines ont dû cesser aussi le travail. On y a de grands endroits dans la vallée de la Meuse où le fleuve a plus de deux kilomètres de largeur. »

« On lit dans l'Ami de l'Ordre de Namur, sous la date du 3 :

« Un voyageur, arrivé ce matin à Namur, raconte qu'en traversant l'Andenne et Scaligneux le train venant de Liège a été arrêté et qu'il a vu dans la rivière une femme et un homme qui suivaient la voie ferrée. On ignore ce que ces personnes sont devenues. »

« Pendant le mois de novembre écoulé, il est entré au port d'Anvers 323 navires, jaugeant ensemble 120,962 tonneaux, soit en moyenne 369 tonneaux par navire. Les divers steamers qui, quant au port d'Anvers, sont compris dans ces chiffres pour 182 voyages. Pendant le mois correspondant de l'année 1874, le nombre des arrivages s'élevait à 451 navires d'une capacité totale de 132,493 tonneaux. Il y a ainsi diminution de 128 navires et de 11,331 tonneaux. Pendant le même mois, 351 navires ont pris la mer, dont 279 chargés et 72 vides.

« Le prix du pain à la Boulangerie économique que Bruxelles, rue des Tanneurs, 54, est cette semaine de 47 c. le kil. la première qualité, 44 c. le kil. le demi-blanc, 41 c. le kil. le pain de ménage.

« Le conseil de prud'hommes de Bruxelles se réunira en audience publique jeudi prochain, 5 courant, à sept heures du soir, rue de l'Amigo.

« L'Assemblée générale des souscripteurs du Dictionnaire des écoles aura lieu samedi 7, à huit heures du soir, Maison du Roi, Grand-Place.

Nécrologie.

« Une femme de lettres, qui a été un des plus féconds romanciers français, MM. Clémence Robert est morte, le 2 au soir, emportée par une maladie des plus cruelles.

« Nous apprenons avec un vif regret la mort d'un de nos artistes distingués, le peintre Henri Dillens. Les funérailles auront lieu, le vendredi 6 courant, à trois heures, par les soins de la Libre-Presse.

« On se réunira à la maison mortuaire, rue de l'Abbaye-Bénédictine, à Liège.

« Le 2 décembre est mort à Lichtervelde, à l'âge de quatre-vingt-six ans, M. Michel Surmont, ancien bourgmestre de ces communes, ancien conseiller provincial, chevalier des ordres de Léopold et de la Légion d'honneur, médaillé de Sainte-Hélène, ancien agent en chef des ambulances belges, etc.

Arts, sciences et littérature.

« M. Avril, directeur du théâtre royal de la Monnaie, vient de désigner à l'agence royale de chevalerie, pour compléter le comité de lecture de ce théâtre MM. Alfred Hennequin et Oscar Stoumont.

« THÉÂTRE ROYAL DES GALERIES SAINT-ROBERT. — Le Tour du cadran continue à avoir un succès sans précédent. Tous les soirs, y a une salle comble. La direction, désireuse de donner à cet ouvrage un attrait nouveau, vient de traiter avec des gymnastes de première force qui, à partir de samedi prochain, exécuteront à l'acte du Cirque, des exercices étonnants.

« La Compagnie belge de constructeurs a l'honneur d'inviter le public à assister à une deuxième conférence sur la question des eaux de la ville de Bruxelles.

« Cette conférence sera donnée en son local, chaussée d'Ixelles, 82, jeudi 5 décembre, à 7 1/2 heures du soir.

« Différents orateurs sont inscrits pour traiter la question. — Entrée libre.

« COURS PUBLICS (Maison du Roi, Grand-Place). — Chimie. — Jeudi, 5 décembre, à huit heures du soir, conférence par M. le professeur Bergé. — Sujet de la conférence : Les combinaisons de l'azote; gaz hilarant et gaz rutilant.

Bulletin de la bourse de Bruxelles.

4 décembre. — Les transactions sont des plus res-

treintes aujourd'hui, cependant la tendance est bonne. L'emprunt français fait de 83 3/4 à 85 3/4. Les obligations belges sont demandées à 61 1/4 et les annuités variables à 28.

Le comptant est lourd. La rente belge 4 1/2 fait 102 3/4 et les Banques nationales 5 1/2. Les obligations de chemin de fer sont sans variations sensibles.

En actions des chemins de fer signaux la fermée des Anvers-Rotterdam à 635.

Les changes restent de même, le Londres à 25 1/2 et le Paris à 4 1/2 par mille de pecto.

Communications et avis divers.

« Estomac, nerfs, foie, poitrine, gâtés sans médecine par la douce Revalenta Du Barry, 12, rue de l'Empereur, Bruxelles. Fr. 2-25, 4, 7.

— Londres via Calais et Bouvres, matin et soir. Victoria et Ludgate-Hill Stations, London.

— Velours noir et robes à fr. 1-75, Marché-au-Bois, 3.

« Ch. BEUS, orfèvre, Marché-aux-Herbes, 103. — Objets nouveaux pour cadeaux : Brevets, boussoles et lunettes, nouveau modèle; sent d'opéra.

— Fabrique de Waterproof, 7 et 8, pl. St-Gudule.

NOUVELLES DE FRANCE.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 3 décembre.

On annonce déjà des interpellations contre M. de Rémusat, l'un des hommes les plus éminents et les plus généralement estimés du gouvernement. Il est évident que, de la part de la droite, il y a le parti pris absolu de jeter bas, coûte que coûte, tous les meilleurs amis, tous les conseillers les plus élevés de M. Thiers; seulement il est à croire que les coupables absences qui se sont produites fortuitement, les abstentions irréfléchies qui ont eu lieu dans les rangs de la gauche et du centre gauche, le jour du vote, et que ces misérables attaques échoueront devant une majorité incontestable, sinon très-forte, comme elles auront déjà échoué devant l'indignation du pays.

« Ce n'est pas seulement aux personnes les plus en relief, aux hommes les plus éminents, que l'on veut s'attaquer la droite, il paraîtrait qu'on a décidé de demander une suppression de 500 francs sur les appointements du sous-secrétaire d'Etat du ministère de l'Intérieur, afin de bien indiquer qu'on n'entend pas que M. Calmon occupe ces fonctions plus longtemps. On se demande si bientôt la droite n'interviendra pas dans le choix des chefs de bureau. On ajoute même, mais ici je crois qu'on entre dans le domaine ou tout au moins dans les attributions de la plaisanterie, que l'on proposerait un amendement qui réduirait de 10,000 fr. les appointements de M. Thiers, parce qu'on suppose que cette somme représente les appointements donnés par le président de la République à l'ami dévoué qui occupe auprès de lui les fonctions de secrétaire général. Je vous affirme que la chose m'est très-sérieusement; mais, pour mon excuse, j'ajoute que je ne vous la renvoie pas de même.

La question ministérielle ne paraît pas avoir avancé, bien qu'au dernier moment on m'assure que M. Thiers, se préoccupant de rallier des voix dans le centre droit, aurait donné définitivement le portefeuille de l'Intérieur à M. de Goulard, connu pour représenter au sein du cabinet les opinions de la droite. Je me plais encore à douter de la nouvelle; seulement il paraît définitif, pour plusieurs raisons, que M. Casimir Périer ne serait pas en situation de reprendre la succession de M. Victor Lefranc. D'après les uns, M. Casimir Périer n'accepterait point d'être titulaire du ministère si M. Calmon gardait les fonctions de secrétaire général, mais s'il faut en croire un bruit d'après lequel M. Calmon serait envoyé comme gouverneur à la Banque de France, il ne serait pas l'obstacle; il serait plutôt dans les idées de M. Casimir Périer, qui aurait déclaré qu'il n'entrerait jamais dans un cabinet si le gouvernement était toujours dans l'obligation de s'appuyer sur l'extrême gauche. Or, on ne voit pas si M. Thiers est en situation de se passer de cet appui. C'est, sans doute, pour pouvoir renoncer à ces auxiliaires, que l'ex-ministre de l'Intérieur trouve compromettants (plus fidèle à ses anciennes convictions qu'intelligent des intérêts du pays), qu'il a cherché avec tant d'obstination des auxiliaires dans le centre droit. Mais sa vive sortie contre M. Babin ne lui a-t-elle pas fait perdre beaucoup à ce résultat, d'ailleurs plus difficile à atteindre, et le conseil si intelligemment donné par M. de Girardin à M. Thiers, dans une lettre adressée au soir, de s'appuyer sur toute la gauche, s'impose comme la nécessité la plus absolue au président de la République. Dans tous les cas, il paraît bien décidé que rien ne sera fait officiellement, comme modifications ministérielles, qu'après la nomination de la commission de trente membres, M. de Léon sera nommé chef, dit-on, d'entrer dans le nouveau cabinet.

On est très-préoccupé et de l'effet et des résultats de la nomination de la commission. Et M. Aubert, qui a publié dans le XIX^e Siècle plusieurs articles des plus publiés dans la crise actuelle, a grand tort de faire entendre comme conséquence d'une majorité hostile à M. Thiers au sein de la commission, la retraite de M. Thiers et de toute la gauche de l'Assemblée. La majorité de la commission Kerdrel était également hostile au gouvernement, ce qui n'a pas empêché ses conclusions d'être repoussées en séance publique et la motion contraire d'être adoptée par une majorité minime à coup sûr, mais cependant relativement considérable, si on la compare aux quatre voix de majorité (il ne reste que cela tout bien compté du vote de surprise de samedi dernier) qui ont fait tomber M. Victor Lefranc.

Il y a donc là une majorité positive, indiscutable et qu'on est sûr de retrouver s'il n'y a pas de ces réglemens qui deviendraient un crime dans les circonstances dont il s'agit. Tout l'effort de cette majorité des 372 se portera sur un seul point qui prime tout aujourd'hui : le renouvellement partiel, seul moyen de faire prévaloir l'opinion du pays et de donner au gouvernement les moyens de gouverner.

Il y a dans la droite quelques membres qui vont se trouver fort embarrassés entre leurs anciennes opinions et les nécessités stratégiques qui les conduisent aujourd'hui au combat. M. Baze avait déposé, le 15 janvier 1874, une proposition d'après laquelle l'Assemblée ne pourrait dans aucun cas se prolonger au-delà de deux années, et M. Pégès-Dupont avait, de son côté, joint à la proposition Rivet un amendement ayant pour but de faire voter le renouvellement par tiers de l'Assemblée. Il faut espérer que ces deux honorables députés se détacheront pour cette circonstance des 335.

Le mouvement des Adresses se continue chaque jour; ce ne sont plus seulement les membres des conseils municipaux, ce sont toutes les corporations, ce sont des agrégations d'individus de diverses, des groupes d'électeurs qui envoient des paroles d'encouragement à M. Thiers, des témoignages de blâme aux députés de la droite. Le Progrès de la Somme donne une Adresse très-vive d'un certain nombre de citoyens qui appellent à M. Changarnier et aux autres députés du même parti, mais que ce n'est malheureusement pour agir le parti qui les a envoyés à l'Assemblée. Je sais que l'exécution on dira que ce sont là des manœuvres électorales sous main par la préfecture de Versailles, je l'accorderai si l'on veut; mais je persisterai à demander pourquoi, puisque c'est si facile, on ne peut pas arriver à en susciter en sens contraire.

Tout ce qu'on peut opposer comme contre-poids à ce flot de manifestations, ce sont quelques rares réunions de prétendus conservateurs, comme il y en a eu une dernièrement à Nevers, dans laquelle un duc non législatif s'est emporté à de telles violences publiquement contre M. Thiers, qu'un instant on a pensé à le poursuivre. On a eu le bon esprit, heureusement, de ne pas commettre cette malice. Du reste, le mouvement de presse dans les départements ne cesse pas d'être unanime pour demander la dissolution ou le renouvellement partiel.

Les nouvelles de la Bretagne nous apportent aussi des nouvelles de quelques pèlerinages de Vendéens

empreints d'un esprit évidemment hostile aux institutions actuelles, mais dans lesquelles cependant on n'a pas cru pouvoir faire écho à la haute voix des idées hostiles au président de la République. C'est uniquement en faveur du Saint-Père et, par conséquent, contre l'Italie, qu'on fait entendre des cris de vengeance, pour justifier sans doute de ce que disait hier M. Dabert de Morbihan que l'on n'y consentait qu'à « bien et le Roy » il faudrait pourtant que les députés de la droite se souvenaient que l'élection de M. Martin d'Auray a donné lieu de constater dans cette population de monarchistes déchaînés 33,000 exceptions qui sont en faveur de M. Beuville, c'est-à-dire un chiffre très-inférieur à celui des électeurs qui avaient si décidément sur leur drapeau « Dieu et le Roy ! »

On assurait aujourd'hui, mais c'était un peu dans les sphères favorables à la droite, que le général Ducrot aurait envoyé au président de la République des explications très-satisfaisantes sur les faits qu'on lui avait imputés. Je ne vous donne donc le fait que sous bénéfice d'inventaire.

La commission du budget voulait retrancher 3 millions sur les fonds du ministère de la guerre; mais le général de Cissey serait venu dans la commission et aurait obtenu que cette économie ne fût pas réalisée.

Le bruit court que M. Guyot-Montpoux serait un des candidats républicains et gouvernementaux dans les élections partielles qui vont avoir lieu.

Hier M. Thiers est allé visiter les travaux de la maison de la place Saint-Georges. Il a été accueilli, raconte-t-on, par des cris si violents de : « Vive M. Thiers ! vive la République ! » qu'il aurait dû pour s'y soustraire sortir par une porte de la rue d'Aumale.

C'est pas pour le même motif que MM. de Broglie et autres ducs, vendront-ils, à l'issue de la séance qui avait donné la victoire à M. Thiers, au moins un moment et en vain une autre sorte que celle qui les condamnerait à défilier entre deux haies de spectateurs qui ont poussé le manque de respect pour les ducs jusqu'à faire entendre le cri séditieux de : « Vive la République ! »

(Autre correspondance.)

Paris, 3 décembre.

Il a été décidé aujourd'hui, par les différents groupes de la gauche que, en raison de l'importance exceptionnelle des bureaux de jeudi, les noms des membres qui s'abstiendraient de venir prendre part à la nomination des commissaires seront livrés à la publicité.

On a reconnu la nécessité d'adopter les trois points suivants :

- 1^o Nécessité du renouvellement partiel;
- 2^o Prorogation des pouvoirs du Président pour une durée fixe;
- 3^o Avant de promulguer une loi, une dernière délibération pourrait être demandée par le président de la République, qui alors développerait son opinion à la tribune.

Les diverses fractions de la gauche ont arrêté la liste suivante des candidats pour la commission de Constitution.

1 ^{er} bureau Laboulaye et Gatien-Arroult.	2 ^o » Delacour et Duchâtel.
3 ^o » Marcel Barthe et Antonin Lefebvre-Pontalis.	4 ^o » Jules Grévy et Ricard.
5 ^o » Martel et de Fourcy.	6 ^o » Emmanuel Arago et Bertand.
7 ^o » De Marcère et Jozon.	8 ^o » Scherer et Denormandie.
9 ^o » Cordier et Corne.	10 ^o » Gauthier de Rumilly et Leblond.
11 ^o » Christophe et René Brice.	12 ^o » Humbert et Delorme.
13 ^o » Colonel Denfert et Francisque Rive.	14 ^o » Casimir Périer et Bodin.
15 ^o » Albert Grévy et Max Richard.	

L'extrême gauche a fait preuve de grand patriotisme en s'effaçant et en choisissant des membres du centre gauche pour faciliter le triomphe de la nouvelle majorité.

MM. Delacour, de Fourcy, Denormandie et Bodin font partie du centre droit.

La droite est persuadée qu'elle aura la victoire dans les bureaux pour la nomination de la commission de Constitution. En cas de succès, la droite et le centre droit proposeraient à M. Thiers un ministère de conciliation, comme ils l'appellent, et composé comme suit :

MM. Dufaure, l'intérieur; Martel, justice; de Rémusat, affaires étrangères; général de Cissey, guerre; Pothuau, la marine; Viet, à l'instruction publique; Desberrigny, aux finances; Tessier de Bort, agriculture, commerce; de Fourcy, travaux publics.

Vous voyez que la droite se modère et ne songe plus aux Desberrigny, de Broglie et Babin.

Les monarchistes montrent une insigne mauvaise foi. Il y a quelques jours, ils publiaient une lettre de M. Barthélemy Saint-Hilaire au conseil d'arrondissement de Narbonne, tandis que ce n'était qu'un fragment de lettre du mois d'octobre. Aujourd'hui c'est une lettre qui aurait été envoyée à Nantes. Or cette lettre n'a jamais existé.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 3 décembre.

No vous laissez pas prendre aux bruits de démission de M. Thiers qu'on a fait et qu'on fera courir. La situation chez nous est sérieuse, mais, point menaçante, comme cherchent à le faire croire certains alarmistes.

Défeux-vous des alarmistes en ce moment.

Voici pourquoi :

Les gauches réunies sont et seront raisonnables et patriotes. Elles sauront, sans abandonner leurs principes républicains se réunir sur un terrain commun pour soutenir le gouvernement.

La séance de samedi et son résultat n'étaient point imprévus. Il fallait une victime à la colère de la droite; il fallait aussi une sanction aux affirmations de M. Thiers que la responsabilité ministérielle existait.

Dès les premières paroles de M. Lefranc il était clair qu'il se savait sacrifié; on n'ignorait pas que l'interpellation était venue. Pourtant, du côté du gouvernement nul n'est venu à la rescousse de M. Victor Lefranc. Ajouter que le scrutin, s'il est un échec, n'est point une défaite, la minorité est très-clairement le résultat de l'hésitation de quelques timorés, de quelques limes, de quelques prudents qui se sont tenus sur la réserve, de l'absence de quelques enrhumés et de la réclamation touchant le vote des absents, qui s'était produite au commencement de la séance.

Après les deux journées terribles de jeudi et de vendredi, et par le temps vraiment affreux que nous avons, vous comprendrez que quelques députés vieux ou souffrants aient été empêchés de venir à Versailles.

Il n'empêche que la nouvelle majorité du 29 se retrouvera sur les questions de gouvernement, et la droite le sait bien. C'est même ce qui l'enrage; car pour enragée elle l'est, pour violente et montée au diapason des coups d'Etat parlementaires, elle l'est.

C'est elle qui, ayant indiqué dans son ordre du jour l'intention de voter le gouvernement à travers M. Victor Lefranc, a fait courir le bruit dimanche que M. Thiers et le restant de son cabinet se retirait.

M. Thiers a voté de patriotisme et de sagesse pour faire de ces coups de tête. Il sait bien que le transport de la majorité, de droite à gauche, ne s'opérerait pas sans secousses et sans alternative. Il sait bien que des assauts lui seraient livrés tantôt à propos de ceci et tantôt à propos de cela. Mais du moment où il a accepté la guerre, c'est qu'il est décidé à faire face pendant un temps donné quelles que soient les péripéties de la lutte.

C'est sur la question du renouvellement partiel que

se feront les élections des bureaux, jeudi. Et les deux ourdes d'aujourd'hui et de demain vont se passer « préparatifs, de part et d'autre, pendant qu'on s'occupe public ou discutera tant bien que mal le budget. »

C'est le budget de la guerre qui vient aujourd'hui en discussion.

M. de Lorgeril est à la tribune. Il récite, ou plutôt psalmodie, un discours dont on ne peut saisir un trait. On ne sait qu'un M. de Lorgeril réclame une réduction de 33,000 fr. sur les frais de l'administration centrale, laquelle somme serait employée à améliorer la situation des soldats malades en attendant leur pension de retraite.

Le ministre de la guerre prend la peine de répondre à M. de Lorgeril. Il explique comment les militaires auxquels s'adresse l'auteur de l'amendement sont dans une situation satisfaisante.

L'amendement est rejeté.

On vote sans discussion :

Traitement du ministre et de l'administration centrale..... fr. 1,937,330
Dépôt général de la guerre..... 646,000
Sur le chapitre 4, états-majors, le baron Chaurand demande une augmentation de crédit de 3,300 francs pour « fournir le traitement de deux amoniteurs chargés du service religieux dans les camps. » La commission accepte l'amendement.

On vote ensuite sans débats :

Etats-majors.....	23,247,613
Gendarmerie.....	36,020,699

M. Roudot a la parole sur le chapitre 6, solde et prestation. C'est le chapitre le plus important du ministère; il se s'élève pas à moins de 331,941,506 fr. Quand M. Roudot tient la tribune, il l'occupe longtemps. Ainsi fait-il aujourd'hui.

Il parle un peu de tout, de l'effectif qui lui paraît exagéré, des changements trop fréquents d'uniformes, de l'organisation des camps qu'il trouve trop coûteux.

Il demande qu'on établisse un chapitre spécial pour l'habillement et le campement et que l'Assemblée étudie cette question des camps.

M. de Cissey répond : « Le lauréat, dit-il, à la commission du budget, le soin de répondre aux critiques financières formulées par M. Roudot, mais je dois relever celle de ses observations qui touchent au côté militaire de la question. J'ai longtemps entendu discuter ces questions par les officiers généraux sous lesquels j'ai servi, je les connais, car, ajoute le ministre, si je parle peu, j'écoute beaucoup. »

On rit, le coup a porté.

M. de Cissey explique que les camps rendent de véritables services.

Trois-bis à la droite. Décidément la droite n'en veut pas au ministre de la guerre. On disait, au début de la séance, qu'elle lui tenait rancune de son vote de vendredi dernier. Il n'y paraît point.

L'amendement de M. Roudot est repoussé.

Voici maintenant M. des Rotours à la tribune. M. des Rotours parle sur l'uniforme des officiers, puis sur celui des soldats. Je crois bien que quelques-uns de ses critiques sont fondées, mais il les formule si mal et d'une si faible voix ! D'ailleurs, M. des Rotours ne propose aucun amendement, ce sont de simples observations qu'il présente.

Le ministre répond que la tenue des officiers n'a subi que peu de modification. Quant à la coiffure des troupes on a enlever les aigles qui l'ornaient, mais il est resté en magasin une certaine quantité de casquettes en cuir qu'il faut voter.

Le chapitre 7. Lits militaires, 5,101,323 fr. — Voté sans débat.

On vote également le chapitre 8. Transports généraux, 1,722,850 fr.

Sur la réclamation de M. Tirard, le rapporteur déclare que ce chapitre disparaîtra du budget de 1874, par suite de l'organisation en corps d'armée.

Le chapitre IX. Recrutement et réserve 670,000 fr. — Adopté après un court débat sur un amendement ensuite retiré par son auteur.

Les frais de justice militaire forment l'objet du chapitre X. Ils s'élèvent à 1,472,000 fr.

M. de Lorgeril profite de l'occasion pour protester contre certaines doctrines (il ne dit pas lesquelles) qu'il considère comme dangereuses pour l'armée. Il le fait dans des termes qui amènent une vigoureuse réplique du ministre.

Le chapitre XI est ensuite voté.

Une discussion assez difficile s'engage sur le chapitre suivant : remonte générale et harnachement, 9,355,351 fr., réduit de 800,000 fr. par la commission. Divers orateurs invoquent l'intérêt de la cavalerie et demandent le rejet de la réduction.

Le ministre déclare que le gouvernement est d'accord avec la commission. D'ailleurs, en achetant les chevaux plus jeunes, on les aura meilleur marché; l'effectif n'aura pas à souffrir.

Rare spectacle de voir un ministre refuser une augmentation de crédit ! L'Assemblée lui donne raison en repoussant l'amendement.

M. Brunet est l'auteur d'un article additionnel tendant à réduire de cent mille francs le crédit pour la solde des états-majors. Ce chapitre était voté depuis une heure au moins, l'article additionnel ne peut être mis aux voix. M. le président Grévy en fait l'observation à M. Jean Brunet.

On passe à la discussion du ministère des travaux publics.

Pas d'observation sur les chapitres 4 et 5 : traitement du ministre, personnel, matériel, etc.

Sur les chapitres suivants, M. le baron de Jouvencelle demande une réduction des deux tiers ! Cette réduction porterait sur le corps des ponts et chaussées et des ingénieurs des mines.

Les deux tiers ! M. de Jouvencelle n'y a pas de main morte. Le rapporteur, M. de Talhouët, signale l'exagération de cette demande, mais il ne persuade point M. de Jouvencelle qui réplique. On vote. L'amendement ou plutôt les amendements de M. de Jouvencelle sont rejetés.

La plupart des chapitres sont votés sans débat. Sur le chapitre XI : routes et ponts, M. de Jouvencelle en demande un amendement. Il tend à réduire de 2 millions le crédit de 30,800,000 fr. porté à ce chapitre. Cette réduction porterait sur la subvention payée par l'Etat à la ville de Paris, pour l'entretien des rues classées comme routes nationales. Comme il s'agit de Paris, on criait très-bien ! très-bien ! à droite.

Le rapporteur s'oppose à la réduction. Elle est repoussée.

Pas de débat sur les chapitres suivants jusqu'au 47^e et dernier.

Demain, discussion du budget du ministère de la justice.

P. S. — Paris, sept heures. — Peu de nouvelles aujourd'hui. On est tout aux préparatifs pour l'élection qui aura lieu après-demain dans les bureaux. Toutes les décisions sont ajournées jusqu'au moment où les noms des commissaires élus seront connus.

Dos deux côtés les listes sont prêtes, mais la droite tient encore secrets les noms qu'elle proposera. Les trois groupes de la gauche sont d'accord pour proposer les noms suivants :

1^{er} bureau : MM. Laboulaye et Gatien-Arroult; 2^o » MM. Duchâtel et Rameau; 3^o » MM. de Lasteyrie et Marcel Barthe; 4^o » MM. Ricard et Jules Grévy; 5^o » MM. Martel et Target; 6^o » MM. Arago et Bertand; 7^o » MM. de Marcère et Jozon; 8^o » MM. Scherer et Denormandie; 9^o » MM. Corne et Roger-Marvaise; 10^o » MM. Gauthier de Rumilly et Leblond; 11^o » MM. Duvergier de Hauranne et Victor Lefranc; 12^o » MM. Humbert et Achille Delorme; 13^o » MM. Carnot et Denfert; 14^o » MM. Casimir Périer et Faye; 15^o » MM. Marc Dufaure et Albert Grévy.

Telle était la liste arrêtée à deux heures, mais elle n'est pas définitive; elle a dû même déjà subir des modifications dans une réunion tenue ce soir par les députés des trois réunions. On dit ce soir, et je n'ai pas de peine à le croire, que le président Grévy, porté dans le quatrième bureau, n'accepte pas. Attendez-vous, d'ailleurs, à de profondes modifications des choix ci-dessus : élimination de plusieurs noms de la gauche et remplacement par des membres du centre gauche. C'est une nécessité de tactique, elle ne soulèvera pas d'objection.

A un distribué aujourd'hui le premier volume de

l'enquête sur le 4 septembre. Ce volume renferme la déposition des principaux témoins : MM. Thiers, Mac-Mahon, maréchal Lebovitz, Benedetti, duc de Gramont, de Talhouët, Rigault de Genoully, Jérôme David, général Palikao, J. Brame, C. Duvernois, Dréolle, Rouher, Pétit, Chevreau, Trochu, J. Favre, Ferry, Garnier-Pagès, Em. Arago, Pelletan, E. Picard, J. Simon, Magnin, Dorian, Eugène Arago, Gambetta, Crémieux, Glais-Bizoin, général Le Flô, l'amiral Fourcroy et de Kératy.

C'est la déposition de M. Thiers qui ouvre l'enquête; viennent ensuite celles des derniers ministres de l'empire, puis celles des membres du gouvernement de la défense nationale. Le temps me manque pour l'analyser. J'y reviendrai.

Autre correspondance.

Versailles, 3 déce.

On se préoccupe vivement de la prochaine nomination d'un ministre de l'Intérieur. Tandis que les uns prétendent que M. Thiers choisira un membre de la gauche, d'autres affirment qu'il arrêtera son choix sur un membre de la droite. Il est inutile de dire qu'en tout cas M. Thiers, honni et détesté par la droite qui lui témoigne chaque jour une hostilité plus marquée, n'ira pas confier le portefeuille le plus important à un de ses adversaires. D'après ce qui se dit dans les régions officielles, le gouvernement, se trouvant en face d'une situation précaire qui ne peut guère durer, et voulant nommer dans un délai assez rapproché le nouveau ministre, ne croirait pas opportun de mettre à la tête du département de l'Intérieur un titulaire qui indiquerait l'adoption d'une nouvelle politique. Un remaniement ministériel sérieux ne pourrait s'effectuer que lorsque la crise parlementaire serait close définitivement, soit par un renouvellement intégral de l'Assemblée, ce qui paraît peu probable, soit par un renouvellement partiel.

On dit aujourd'hui que M. Martel, quoiqu'ayant manifesté certaines hésitations, serait disposé à accepter le portefeuille de l'Intérieur. Cette nomination n'aurait évidemment pas une grande signification politique.

M. Martel a fait dans le bureau qu'il a nommé pour faire partie de la commission Kerdrel une franche déclaration républicaine. Inscrit autrefois au centre droit, il s'est rallié à la politique du centre gauche. Il était fort agréable à la droite avant cette évolution; mais l'est-il encore depuis ? Je l'ignore. Dans tous les cas, sa personnalité n'a pas assez de relief pour que sa nomination soit l'indice d'un changement de politique.

L'autre part, M. Casimir Périer, qui avait refusé d'abord, comme M. Martel, le portefeuille de l'Intérieur, aurait eu une entrevue avec M. Thiers; d'après un bruit qu'on me rapporte il aurait expliqué au Président qu'il n'entrerait dans le cabinet que dans le cas où le gouvernement le laisserait présenter le projet d'un renouvellement partiel; il poserait alors la question de portefeuille et se retirerait en cas d'échec. D'après un autre bruit plus sérieux, M. Casimir Périer aurait demandé comme condition de son entrée au ministère que M. Thiers procédât immédiatement à un remaniement ministériel.

Le gouvernement nommera les deux titulaires des portefeuilles vacants après la nomination de la commission des trente membres.

On a beaucoup remarqué que dans la séance d'hier M. de Broglie a quitté la place qu'il occupait au centre pour aller siéger à droite.

(Correspond. agricole de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 3 décembre.

Il est très-important, pour les fabricants de sucre, de se rendre compte des altérations que peut éprouver la betterave mise en réserve dans les silos pour les besoins de la fabrication. Que ces altérations existent, c'est ce qu'on a dû s'en rendre compte. Mais ce que l'on ne sait pas aussi bien, c'est en quoi elles consistent. Une fois que les phénomènes sont bien expliqués, les moyens de les combattre finiront par se trouver. Voici, à ce sujet, l'extrait d'une note de M. Pasteur, qui explique tout au moins une partie des phénomènes qui se produisent dans les silos :

L'éminent chimiste a observé que les betteraves conservées dans une atmosphère d'acide carbonique ou d'azote donnent lieu à une fermentation lactique et visqueuse d'une grande intensité. La betterave perd son sucre en partie; celui qui reste devient incristallisable, et toute la betterave se couvre et se remplit d'un liquide visqueux qu'on trouve en quantité des levures organisées, les uns

envers eux. Qu'il ne tergiversa pas! Qu'il prenne
la direction de la gauche!

C'est la gauche qu'il doit de n'avoir pas dé-
versé le vendredi 20 novembre 1872. Avec elle,
il sera invincible, car il aura derrière lui pour le rai-
mer l'immense majorité de la France électorale. Si, au
contraire, M. Thiers abandonne la gauche qui l'a
défendu pour revenir à droite qui l'a combattu, il ne
pourra compter sur lui, il ne lardera pas à être
justement abandonné de tous, et à tomber pieu-
sément par terre entre la gauche désertée et la
droite impitoyable.

Insistez, insistez!

Tout à vous,
EMILE DE GIRARDIN.

Jamais peut-être de mémoire d'homme, si
grande influence de la Seine que dans la journée du
2 décembre. Nous avons suivi, dit la Liberté,
les quais jusqu'au Pont-de-Jour pour nous ren-
dre un complet exact des dégâts causés par l'inon-
dation. Les arbres séculaires du terre-plein du
Pont-Neuf tombent, les uns après les autres, dé-
racinés par le courant. Le Vent-Galant est sérieuse-
ment menacé, et l'on nous assure qu'une nou-
velle crue de la Seine entraînerait forcément les
constructions à la dérive.

Au pont des Saints-Pères, le port et les bâ-
timents de l'octroi sont complètement inondés;
les bâtiments de la navigation qui se trouvent en
face ont 30 centimètres d'eau à l'intérieur. La
rue publique et égout sont comblés.

Au pont Royal, la Seine marque 5 m. 80 c. à
l'écluse. Il serait difficile de compléter les bords de
qui stationnent sur ce pont. La frégate-croisière
à flot; son parc aux huîtres inondé.

Au pont de la Concorde, de nombreux ou-
vriers s'occupent à consolider les bateaux-pontons
qui menacent de s'en aller à la dérive.

Au pont des Invalides, un bateau dragueur
vient de couler bas, et il est impossible de songer
à travailler au sauvetage. L'armée de pé-
cheurs à ligne qui stationne en cet endroit sem-
ble rayonner de joie.

Au pont d'Alma, les statues du zénith et
du clairon ont de l'eau jusqu'au-dessus du
genou.

Sur le quai de Javel, des infiltrations nom-
breuses ont déterminé des inondations dans la
plupart des caves; deux pompes à vapeur sont
occupées à vider celles de l'usine Gail.

Près de l'île des Cygnes, de nombreux dra-
peaux d'alarme indiquent des passes dange-
reuses.

Mais le spectacle véritablement curieux com-
mence à 1,000 mètres du Pont-de-Jour. La Seine
est sortie de son lit et s'est répandue de tous côtés
dans les rues latérales d'Auteuil.

L'administration des ponts et chaussées fai-
sait barrer hier les deux extrémités de la rue
Hérold et de la rue de la Paix. Les voitures qui
se trouvaient submergées. Le chemin de halage est
complètement envahi jusqu'à cent mètres envi-
ron du Pont-de-Jour. L'endroit le plus élevé
a été respecté par les eaux jusqu'ici. Du haut du
viaduc, le spectacle est magnifique; la Seine a
presque doublé en largeur, et les flots, en frap-
pant contre les arches, imitent à s'y méprendre
les mugissements des mers houleuses.

Le niveau de la Seine est resté stationnaire
toute la journée d'hier. Dans la nuit elle a baissé
de 20 centimètres, mais ce matin elle remonte
et marqua à dix heures, à l'écluse du Pont-
Royal, 5 mètres 80 centimètres. Le service de
la navigation a reçu ce matin la dépêche suivante:

« D'après les nouvelles des stations météoro-
logiques, il est probable que la Seine continuera
à monter encore pendant deux ou trois jours.

On lit dans la Patrie du 4:

« Contrairement aux prévisions, la Seine n'a
pas continué à diminuer; elle est aujourd'hui en
haute de 5 centimètres, 6 mètres au pont Notre-
Dame et 6 m. 3 centim. au pont Royal.

« L'eau monte toujours dans les caves des
quartiers de la Monnaie et du quai des Augus-
tins.

A Bercy, Charenton, Saint-Maur, la Varenne,
l'inondation gagne toujours, mais les localités
les plus affligées sont celles de la basse Seine. A
Châtou, plusieurs maisons menacent ruine, leurs
habitants ont dû les abandonner en envahissant
leurs meubles.

Les Parisiens se portent en foule sur les
quais; la morgue est encombrée de visiteurs,
dont la curiosité est déçue. Il n'y a, sur les
dalles, que le cadavre d'un inconnu mort sur la
voie publique, d'apoplexie foudroyante.

Dans les grosses eaux, le poisson tourmenté
par la force du courant, racotte, selon l'expres-
sion des marins, c'est-à-dire qu'il se réfugie
le plus près possible des rives. Aussi, depuis la
crue de la Seine, et, malgré le temps pluvieux,
les pêcheurs aux filets et à la ligne abondent-ils
sur tous les points.

Le caissier des hospices d'Angers vient de
disparaître avec 20,000 fr.

Le receveur, bien qu'il ait couvert immédia-
tement le déficit, a été suspendu. Il paraît que la
comptabilité était peu surveillée.

(Avenir national.)

Il y a quelques jours, un individu d'assez
mauvaise mine se présentait à la caserne de
gendarmerie de la rue de la Harpe, et se plai-
gnait d'avoir été victime d'un acte nocturne, dans
une auberge de cette localité qu'il ne put
désigner. Après l'avoir battu, ses agresseurs,
qu'il n'avait pas reconnus, mais qu'il dit être au
nombre de deux, s'étaient enfuis en lui volant
sa montre et ses valeurs et en emmenant sa ma-
tresse.

Le maréchal des logis à qui il s'adressait
pouvait cette déclaration n'avait touché et pria
l'étranger de montrer ses papiers. Celui-ci ré-
pondit alors, sur un ton arrogant, qu'il n'en
avait pas besoin, et il se recommanda de M. le
procureur de la république de Limoges, dont il
dit être le frère; mais le brigadier lui ayant
dû de le faire; mais le brigadier lui ayant
dû de le faire; mais le brigadier lui ayant

Le procureur de la république de Limoges, dont il
dit être le frère; mais le brigadier lui ayant
dû de le faire; mais le brigadier lui ayant
dû de le faire; mais le brigadier lui ayant

Coussy donna ensuite les détails les plus in-
utiles sur cet horrible crime et désigna même
ses complices, avec lesquels il déclara avoir en-
trepris plusieurs vols, et notamment celui d'une
somme de 1,500 fr., au préjudice de M. Ra-
tinand, aubergiste à Châtou. Cet individu fit en-
core plusieurs révélations importantes et ter-
mina en disant qu'il en avait assez dit et qu'il
voulait en garder pour ses juges.

Est-ce un grand criminel? Est-ce un fou ou
un sinistre farceur? La justice va nous l'appren-
dre, car Coussy est en ce moment dans l'auto-
mobile de Périgieux et l'information se poursuit
activement.

(Echo de la Dordogne.)

Un vol considérable a eu lieu le 2 décem-
bre, à neuf heures du soir, chez M. Almiot, bat-
teur d'or, d'origine belge, 1, rue des Blancs-
Manteaux.

M. Almiot recevait depuis quelques jours des
envois considérables d'or et d'argent de la Répu-
blique Argentine, envois qui étaient dans une
pièce spéciale adossée à un atelier de fleurs et
prenant du jour par des tabatières par lesquelles
on pouvait facilement pénétrer de la maison
voisine. La somme que représentaient ces lingots
pouvait s'élever à 200,000 fr. à peu près.

Une cinquantaine de ces lingots (80,000 fr.)
ont disparu.

Les carreaux des tabatières ont été coupés; le
vol des voleurs avait dû pénétrer par cette ou-
verture et de là, par conséquent, avoir des
rapports dans la maison voisine.

Une enquête, sur ces données, a été immédia-
tement organisée, le vol montant à 80,000 francs
à peu près. Dans la nuit, un sieur Gaspard a été
arrêté.

On est sur la trace d'un autre individu, ajoute
la Liberté.

Les journaux de Rouen avaient annoncé
l'arrestation de l'assassin de Cantelet, mais c'é-
tait par erreur, car le personnage qui n'avait pu
être arrêté n'est pas le même.

Le véritable criminel n'est pas encore entre
les mains de la justice.

La plainte en diffamation portée par cita-
tion de M. Dauzon, préfet de l'Hérault, devant le tri-
bunal correctionnel de Toulouse contre le jour-
nal l'Union méridionale, en la personne de son
gérant, M. Vigé, et de son imprimeur, M. Cluzon,
a été appelée à l'audience de vendredi 30 no-
vembre.

M. Désarnaud, avocat du journal, a demandé
un renvoi à huitaine, sur ce motif que ses clients
avaient besoin de ce délai pour rassembler les
documents utiles à leur défense. Le tribunal
avait refusé d'accéder au renvoi demandé. M.
Désarnaud a déclaré que MM. Vigé et Cluzon
faisaient défaut.

M. Ebelot, avocat du préfet de l'Hérault, a dé-
veloppé les griefs de son client, dont l'honneur a
été outragé par l'article poursuivi, inséré dans le
numéro du 21 novembre. Il s'est attaché à réfuter
par anticipation, les excuses tirées de la bonne
foi et de la publication de la lettre rectificative
de M. Dauzon, qu'il présume devoir être invo-
quée par le journal.

Le tribunal, après avoir délibéré, a rendu son
jugement de défaut aux termes duquel, par ap-
plication de l'article 18 de la loi de 1849, M. Vigé,
gérant de l'Union méridionale, est condamné à
1,000 fr. d'amende; M. Cluzon, imprimeur du
journal, à 300 fr. Les dommages alloués à M. Dau-
zon sont fixés à la somme de 3,000 fr.

Un meurtre accompagné d'horribles cir-
constances a été commis vendredi au Pecq, vers
quatre heures du soir, par un nommé S..., sur
la personne d'une femme du nom de Constance
P..., sans domestique.

Voici, d'après l'industriel de Saint-Germain,
d'où quelques circonstances se forment à cet ac-
comp.

La dame Constance P., ancienne femme de
chambre à Paris, et ouvrière très-habile en cou-
ture, avait fait connaissance, à Saint-Germain,
du sieur S..., vieux garçon de cinquante ans,
demeurant sur la place Mareil, et il fut convenu
qu'elle entrerait à son service en qualité de bonne
et cuisinière. Le maître et la domestique quité-
rent donc la ville et vinrent s'établir dans un
appartement d'une maison de la commune du Pecq.

S... est un homme sombre, atrabilaire et mé-
fiant, enclin à la monomanie à un tel point
que, tout dernièrement, un médecin aurait dé-
claré que ses facultés mentales s'étaient obli-
vées; ennuagée, et peut-être même effrayée, la
dame P... avait témoigné depuis quinze jours à
son maître l'intention de le quitter et s'était
même occupée de son installation dans un autre
logement.

Deux jours après avoir effectué cette sépara-
tion, elle retourna, vendredi dans l'après-midi,
chez son ancien patron, pour y reprendre deux
objets de son petit mobilier. S..., l'enfermant
alors, se serait jeté sur elle, et là se serait ac-
complie une scène féroce; ce qu'il y a de cer-
tain, c'est que le corps de la malheureuse femme
fut assassiné par deux coups de couteau; le
couteau; le féroce a pris ensuite la fuite,
armé, dit-on, d'un fusil.

Les gendarmes, avertis à la hâte, se sont mis
à la poursuite de ce terrible fou, car tel est évi-
demment l'état de S... A cinq heures, la police
de Saint-Germain n'avait reçu encore aucune
communication des autorités du Pecq; mais
avec les ordres du maire et du gendarme de la
ville, la foule était grande devant la maison,
théâtre du crime, où selon un témoin oculaire,
des vitres brisées indiquaient une lutte violente
entre l'assassin et la victime.

S... était très-connu à Saint-Germain, où,
comme amateur ou par profession, il s'était oc-
cupé de peinture.

(Avenir national.)

Une scène terrible est venue troubler cette
nuit le repos des gardiens du Jardin d'acclima-
tation.

Tout le monde connaît le petit pavillon qui
se trouve à l'entrée du Jardin, et où sont exposés
des types de chiens les plus rares. L'un des
deux bœufs-dogues qui y figure, après de nom-
breux efforts sur la grille, a réussi à s'introduire
dans la loge voisine de son mortel ennemi,
le chien de combat. Alors a commencé, au milieu
de la nuit, sans témoins, le plus terrible des
combats, accompagné bientôt de hurlements de
désespoir, qu'arrachait aux combattants chacun
des coups de dent de son adversaire.

La victoire resta au chien de combat qui
étrangla son adversaire et lui sauta littéralement
le cou. Mais, deux ou trois minutes après, le sang
abondant, il ne tarda pas à expirer lui-même.

Le lendemain matin on retirait de la loge
les deux victimes du terrible assaut.

Ces deux chiens avaient été l'un et l'autre
primés aux grandes expositions de Paris et de
Londres et avaient pour un amateur une valeur
considérable.

CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS. — Versements
reçus du 26 novembre au 2 décembre 1872.
Revenus, 200,000 fr. 30 c.; versements, 200,000
fr. 30 c.; remboursements effectués la semaine dernière,
1,046 déposants, dont 444 solides, 229,900 fr. 03 c.

Bulletin de la bourse de Paris.

3 décembre. — La liquidation des valeurs, qui a lieu
chaque fois deux fois par semaine, a été terminée, malgré
la chute relative des reports.

Les valeurs sont généralement bien tenues, et les
fonds publics français sont demandés à 10 et 15 c.
au-dessus des cours d'hier.

Les actions, en revanche, ont subi un sérieux mou-
vement ascensionnel, la politique continuant à l'en-
tendre et à amplifier les bonnes dispositions du marché.
Aussi les primes sont offertes à de faibles écarts.
Il n'y a pas plus de 30 c. de différence sur le 5 p. c.
pour le 31 décembre.

Le 3 p. c. à 83 5/8 et il reste à 82 5/8; le 5 p. c.
ancien s'est négocié de 83 3/4 à 83 1/2; l'emprunt reste
à 85 7/8 à 86 1/8.

C'est l'emprunt qui éprouve le plus de difficultés à
se placer.

Le comptant est toujours très-ferme et il contribue
grandement au maintien des cours à terme.

Les fonds étrangers sont pour la plupart, assez
recherchés. Le 5 p. c. italien surtout est très-de-
mandé. C'est la seule valeur dont le report ne soit
pas cher; il ne dépasse pas 20 c., ce qui suppose
l'existence d'un découvert que la spéculation à la
hausse se donne la facile satisfaction de malmé-
ner les cours montent rapidement: en clôture, l'Italien
est à 65 25; il a fait 68 25 et 68. Hier on n'était qu'à
67 70 et les tendances ne paraissent pas favorables
à la hausse de ce fonds si sujet aux brusques et fortes
oscillations.

Les valeurs financières sont presque toutes en
reprise légère, de même que les valeurs de chemins de
fer.

Le marché des valeurs industrielles est immobile.
Le Gaz parisien fait 66 1/2; la Transatlantique, 240; le
Canal de Suez varie de 407 50 à 405.

NOUVELLES D'ALLEMAGNE.

Un père jésuite, qui avait cru pouvoir quitter
sans autorisation la résidence qui lui avait été assi-
gnée, a été arrêté il y a quelques jours à Ratisbonne
en Bavière, et condamné de ce chef à trois jours de
prison. Le Tagblatt de Ratisbonne fait observer que
l'intérêt en question avait déjà jusqu'à trois fois
rompu son ban.

NOUVELLES D'ANGLETERRE.

La grève des ouvriers du gaz cause de vives in-
quiétudes aux autorités de la ville, et jette le trouble
dans toutes les industries qui s'exercent dans la so-
lée. Les administrateurs font les plus grands efforts
pour se procurer des ouvriers capables de rempla-

cer les grévistes et paient largement les services des
nouveaux arrivants.

Les ouvriers en grève ont eu, de leur côté, une
réunion générale où les orateurs ont émis l'espoir de
triompher de la résistance des compagnies. Les ren-
seignements suivants ont été soumis à l'assemblée:
L'établissement de Beckton a engagé 130 nouveaux ou-
vriers, et six des anciens y sont rentrés; l'établisse-
ment de Woolwich échoue complètement; aux Bow-
Common Works, où ne travaillaient, en temps ordi-
naire, que 36 ouvriers, les directeurs ont engagé six
des ouvriers nouveaux pour assurer la même besogne;
les ouvriers des établissements de Kensal
Green et de Fulham ont également quitté les travaux
et sont menacés d'être expulsés de leurs habitations
qui appartiennent aux compagnies; enfin, l'exploita-
tion est encore suspendue dans les établissements
de New London, Barking, Equitable, City, Surrey et
Greenwich. L'établissement de Waltham est seul
conservé tout son personnel.

Les ouvriers en grève se proposent de faire con-
naître leurs griefs au public et de demander l'appui
de la population.

Un membre de l'aristocratie a été attiré devant le
tribunal de police pour un fait de brutalité envers un
agent de la police. Le nommé de la Roche, qui se pré-
sente sous le nom de de la Roche, a été condamné à
vingt jours de prison. Le marquis de Queensbury était
venu pour un de ses amis logés dans cet hôtel. Il avait
demandé à plusieurs reprises le numéro de sa cham-
bre. Le résultat des dépositions qui avaient été
traitées un des garçons complices, mais l'agent n'a
pu donner l'indication immédiatement, et qu'il a
refusé, voulant intervenir, avait reçu de lui un coup
dans le visage, lequel a causé une enflure plus ou
moins grave. Le juge, ayant vu la sorte que sa
prudence, a résolu la cause. Il a constaté que les
parties avaient agi avec une égale précipitation. M. le
marquis, en faisant peser sur l'agent l'irritation que
lui faisait éprouver la difficulté d'obtenir la désigna-
tion précise du logement de son ami, l'agent en venant
lui faire cette sommation préalable et en mettant
la main sur lui. Le jugement porte que la comparaison
de celui-ci lui servira de leçon et de châtiment. Quant
au marquis, il est condamné à une amende de
20 shillings (25 francs), qu'il a payée immédiatement.
Les considérants motivent cette pénalité sur la position
de l'accusé et sur les faits de la cause.

Bulletin de la bourse de Londres.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

3 décembre. — La bourse a ouvert ce matin avec
une grande lourdeur, et, bien que les prix fussent à
peu près ceux de la clôture d'hier, l'aspect du mar-
ché était loin d'être rassurant. Dans le cours de la
journée, cet état de choses ne s'est pas amélioré et
les affaires sont dans une stagnation presque com-
plète; la spéculation s'abstient d'entrer dans de nou-
veaux engagements avant la solution de la crise fran-
çaise, et la rumeur de nouvelles expéditions d'or en
Allemagne excite tous les jours à la hausse.

Le marché des valeurs publiques étrangères est
sans la moindre animation, et il est fort heureux pour
prévenir une baisse que les nouvelles de la bourse
de Paris soient défavorables. Le sort du marché d'au-
jourd'hui se trouve à peu près la reproduction de
celui d'hier. Le seul mouvement en arrière que nous
ayons à signaler s'est produit dans le Pérou de
1870 qui est descendu d'un quart. Les consolidés
anglais se maintiennent bien, mais les fonds d'un
autre genre, ceux des chemins de fer, sont en baisse
d'un sixième. Quant aux valeurs du gouvernement
américain, elles sont inactives, et c'est à cette inac-
tivité qu'elles doivent d'avoir fait une évolution en
arrière.

Dans le marché des chemins de fer nous avons à
signaler la même langueur que dans les autres et
quelques lignes anglaises ont baissé de 1/2 à 1/8 p. c.
Les autres sont lourdes, mais sans dépréciation. Les
actions de l'Érie ont au contraire avancé de 3/8,
celles de l'Alton de 1/2, et celles de l'Alton de 1/2 p. c.

On a coté : fonds anglais :
3 p. c. cons., au compt. c. d. 91 1/4 à 91 3/8
1/2 p. c. id. 91 1/8 à 91 1/4
3 p. c. id. 91 1/8 à 91 1/4
4 p. c. id. 103 1/2 à 104 00
5 p. c. id. 103 1/2 à 104 00
Rente française :
3 p. c. cons. 51 1/4 à 51 3/4
5 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
6 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
7 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
8 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
9 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
10 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
11 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
12 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
13 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
14 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
15 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
16 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
17 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
18 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
19 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
20 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
21 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
22 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
23 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
24 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
25 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
26 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
27 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
28 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
29 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
30 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
31 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
32 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
33 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
34 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
35 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
36 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
37 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
38 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
39 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
40 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
41 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
42 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
43 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
44 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
45 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
46 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
47 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
48 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
49 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
50 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
51 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
52 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
53 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
54 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
55 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
56 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
57 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
58 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
59 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
60 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
61 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
62 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
63 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
64 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
65 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
66 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
67 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
68 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
69 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
70 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
71 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
72 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
73 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
74 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
75 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
76 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
77 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
78 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
79 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
80 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
81 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
82 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
83 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
84 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
85 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
86 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
87 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
88 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
89 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
90 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
91 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
92 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
93 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
94 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
95 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
96 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
97 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
98 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
99 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
100 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
101 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
102 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
103 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
104 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
105 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
106 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
107 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
108 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
109 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
110 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
111 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
112 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
113 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
114 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
115 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
116 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
117 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
118 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
119 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
120 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
121 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
122 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
123 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
124 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
125 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
126 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
127 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
128 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
129 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
130 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
131 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
132 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
133 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
134 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
135 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
136 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
137 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
138 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
139 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
140 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
141 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
142 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
143 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
144 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
145 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
146 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
147 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
148 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
149 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
150 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
151 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
152 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
153 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
154 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
155 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
156 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
157 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
158 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
159 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
160 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
161 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
162 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
163 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
164 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
165 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
166 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
167 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
168 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
169 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
170 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
171 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
172 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
173 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
174 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
175 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
176 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
177 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
178 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
179 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
180 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
181 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
182 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
183 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
184 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
185 p. c. id. 95 3/4 à 96 1/4
186 p. c. id. 95 3/4 à 96

